

Résolution sur les persécutions en cours contre les chrétiens au Nigéria, notamment le massacre commis dans le village de Kawel

2026/2800(RSP) - 09/07/2026 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 510 voix pour, 1 contre et 86 abstentions, une résolution sur la persécution en cours des chrétiens au Nigéria, notamment le massacre commis dans le village de Kawel.

Le texte adopté en séance plénière a été déposé par les groupes PPE, S&D, ECR, Renew et Verts/ALE.

En juin 2026, une attaque armée brutale contre des civils dans le village de Kawel, dans l'État du Plateau, a causé des dizaines de morts parmi la communauté chrétienne locale, de nombreux blessés et des dégâts aux infrastructures, reflétant la tragique intersection des tensions ethno-religieuses et des conflits liés aux ressources.

Malgré les avertissements répétés des communautés locales, des églises et des organisations de défense des droits de l'homme et de la société civile, les autorités nigérianes n'ont pas été en mesure d'assurer une protection adéquate aux populations chrétiennes vulnérables et aux communautés vulnérables en général.

Le Parlement a fermement condamné toutes les violences perpétrées contre les civils à Kawel et dans l'ensemble de la région de la Ceinture centrale. Il a déploré en particulier l'impact disproportionné sur les femmes et les filles et a dénoncé avec la plus grande fermeté l'augmentation alarmante des enlèvements ciblés. Il a présenté ses plus sincères condoléances aux familles de toutes les victimes et a réaffirmé son engagement à défendre la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Le Nigéria est invité à:

- mener une **enquête approfondie, transparente et indépendante** sur le massacre de Kawel afin de traduire les auteurs en justice et de mettre fin à la culture de l'impunité;
- renforcer à la fois les **opérations de lutte contre le terrorisme** visant les militants armés, en particulier dans la région de la Ceinture centrale, et les efforts déployés pour contrer Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest;
- remédier aux défaillances du renseignement, améliorer le partage des alertes précoces, renforcer la protection civile menée par l'État, investir dans la médiation régionale, mettre en œuvre des politiques de gestion durable des terres, favoriser la sécurité alimentaire et s'attaquer aux facteurs écologiques;
- remédier efficacement à la situation des **personnes déplacées** à l'intérieur de leur propre pays en leur fournissant un abri temporaire adéquat et en donnant la priorité à leur retour en toute sécurité dans leurs communautés d'origine.

Enfin, les députés ont appelé l'envoyé spécial de l'UE pour la promotion de la liberté de religion ou de conviction en dehors de l'UE à accorder une attention particulière à la situation qui se détériore pour les chrétiens et toutes les communautés religieuses persécutées au Nigéria.